

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #32 / vague 11

Mars 2017



UN VOTE DE CLASSE ÉCLATÉ

Les études de sociologie électorale avaient établi, depuis près de 70 ans, que le vote de classe se caractérisait par un clivage politique marqué où les classes populaires portaient leur choix sur un candidat de gauche et les classes privilégiées sur un candidat de droite. En 1944, le sociologue américain Paul Lazarsfeld écrivait que « les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques ». Aujourd'hui, le vote de classe n'a pas totalement disparu, mais il s'est profondément transformé. Les différentes catégories socioprofessionnelles ont un rapport à l'économique moins conflictuel et plusieurs partis politiques se sont éloignés du programme qui les rattachait à leur électorat naturel.

La vague 11 de l'Enquête électorale française du CEVIPOF confirme l'érosion d'un vote de classe, amplifiée par une recomposition de l'espace électoral autour de quatre ensembles de familles politiques (gauche, centre, droite et extrême-droite).

Méthodologie : Les résultats reposent sur les vagues 1 et 11 de l'Enquête électorale française réalisée entre le 14 et le 29 novembre 2016 puis entre le 7 et le 12 février 2017 auprès de 23 061 puis 15 874 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Martial Foucault

Pour certains auteurs, le vote de classe aurait disparu dans les principales démocraties contemporaines. Défini comme une association entre le statut socioprofessionnel et le choix électoral, le vote de classe a longtemps constitué une grille de lecture précieuse de la sociologie électorale. Dit simplement, les citoyens les moins privilégiés économiquement orientaient leur vote vers les partis et les candidats promouvant une plus grande égalité et un niveau de protection sociale soutenu (à travers un État-providence volontariste) et les citoyens plus privilégiés favorisant les partis et les candidats incarnant le marché et différentes formes de déréglementation (avec un État en retrait). Lipset (1991) rappelle qu'une telle association n'est plus vérifiée empiriquement et mécaniquement depuis plusieurs années. Cela ne veut pas dire pour autant que le vote de classe a disparu. Il s'est au contraire transformé au gré d'une évolution de la position des partis politiques sur un certain nombre d'enjeux liés aux questions économiques et sociales. Jansen, Evans et de Graaf montrent une érosion du vote de classe sur la période 1960-2005 dans quinze pays développés, entretenu par deux mécanismes complémentaires : 1- le changement des structures sociales (âge, genre et éducation) et 2- la porosité programmatique des partis politiques sur plusieurs enjeux.

En France, l'évolution de la population par catégorie socioprofessionnelle est renseignée par l'INSEE lors des recensements mais aussi par l'enquête Emploi. En 2016, la France se composait de 29,4 millions d'actifs et 23,1 millions d'inactifs (dont 13,1 millions de retraités). Parmi les actifs, la part des employés (28%) et professions intermédiaires (24%) représente la majorité des salariés, suivi des ouvriers (21,5%) et des cadres et professions intellectuelles (16,5%). Du côté des retraités, si la part des employés retraités domine, les ouvriers retraités forment le deuxième contingent devant les professions intermédiaires et les cadres.

Un tel portrait des positions sociales et professionnelles donne un aperçu imparfait du corps électoral français dans la mesure où les données du tableau 1 concernent les Français âgés de **15 ans et plus**. Or deux problèmes se posent : 1- les électeurs français inscrits sur une liste électorale sont âgés **de plus de 18 ans** et, 2- le nombre d'électeurs non-inscrits ou mal-inscrits sur une liste électorale est mal connu avec précision (environ 7 à 8,5 millions de personnes selon le recoupement du fichier électoral INSEE⁹⁵ et les travaux de science politique sur la mal-inscription⁹⁶). Par conséquent, il est possible de fournir une approximation de la structure socioprofessionnelle des électeurs inscrits en écartant les 1,6 millions de jeunes âgés de 18 et 19 ans de notre tableau 1, ce qui revient à travailler sur une base d'environ 51 millions de personnes (la très grande majorité des jeunes de moins de 19 ans étant comptabilisés comme inactifs). Ce niveau ne tient pas compte des Français exerçant ou non une activité à l'étranger et considérés sur le plan électoral comme des Français résidant à l'étranger.

Tableau 1 : Composition socioprofessionnelle de la population française au 1^{er} janvier 2016
Source : INSEE et Enquête emploi en continu 2015

	Nombre (en milliers)	En % (total)	En % (catégorie)
Ensemble	52 589,4	100	
Actifs	29 478,2	56	100
Agriculteurs exploitants	482,8	1	2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1 779,7	3	6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4 821,4	9	16
Professions intermédiaires	7 125,7	14	24
Employés	8 320,7	16	28
Ouvriers	6 346,4	12	22
Inactifs	23 111,2	44	100
Inactifs ayant déjà travaillé	13 116,7	25	100
Anciens agriculteurs exploitants	700,5	1	5
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 158,7	2	9
Anciens cadres	1 749,9	3	13
Anciennes professions intermédiaires	2 707,8	5	21
Anciens employés	3 648,5	7	28
Anciens ouvriers	3 151,4	6	24
Autres inactifs	9 994,5	19	100

⁹⁵ L'INSEE indiquait en mars 2016 un nombre d'électeurs inscrits établi à 44,8 millions de personnes.

⁹⁶ Voir les récents travaux de C. Braconnier et al. (2016).

Pour mesurer le vote de classe, nous avons pris avantage de la taille de l'échantillon représentatif de l'Enquête électorale française (vague 11) pour interroger chacune des catégories du tableau 1 sur leur intention de participation et de vote.

I - La composition du vote socio-professionnel

Lors de chaque scrutin se pose la question du vote des différentes professions et catégories socioprofessionnelles avec son lot de polémiques sur le parti ou le candidat qui arriverait en tête parmi certaines de ces catégories. Pour répondre avec exactitude à cette question, il est important de distinguer l'effet de composition socioprofessionnelle (par exemple, sur 100 ouvriers, y-a-t-il une majorité d'entre eux qui s'expriment pour le Front national ?) et l'effet de structure de l'électorat (parmi 100 électeurs de Benoît Hamon, combien sont ouvriers ?).

En tenant compte de l'ensemble des ouvriers inscrits sur listes électorales, 42% d'entre eux envisagent de ne pas voter, contre 39% pour les employés et 34% pour les cadres et professions intellectuelles supérieures. Ainsi parmi 100 ouvriers, 42 d'entre eux sont des abstentionnistes potentiels, 25 voteraient Marine Le Pen, 10 choisiraient Emmanuel Macron, 8 Jean-Luc Mélenchon et 7 Benoît Hamon. Le premier parti des ouvriers est donc l'abstention, loin devant le Front national. Mais parmi les ouvriers certains d'aller voter (58%), ils sont 44% à exprimer un vote frontiste, 16% à soutenir le candidat d'En Marche, 14% le leader de la France insoumise et 12% le récent vainqueur de la primaire socialiste. Au total, le vote de classe incarné par les ouvriers s'est considérablement éloigné des gauches puisque l'ensemble des candidats positionnés à gauche (Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon) ne recueillent que 16% du total du vote des ouvriers et 28% du vote de ceux qui sont certains d'aller voter.

Tableau 2 : Intentions de vote des catégories socioprofessionnelles à l'élection présidentielle 2017 (en %)
Source : ENEF, CEVIPOF, Vagues 1 et 11.

	Agriculteurs exploitants	Prof. Indépendantes	Cadres et prof. intellectuelles supérieures	Prof. Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres Inactifs
Certains d'aller voter	48,5	60,4	65,7	61,9	61	58,3	71,2	58,7
N. Arthaud	0	1,2	0,2	0,6	0,5	0,1	0,3	0,9
P. Poutou	0	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3
J.-L. Mélenchon	1,2	4,7	6,5	9,9	7,1	8,1	9,7	12,3
B. Hamon	10,2	7,6	13,7	13	9,6	7,4	12,6	17,9
E. Macron	9,6	12,8	21,2	15,8	12,9	9,6	20,7	20,3
F. Fillon	9,6	13,4	12,3	7,2	7,2	5,3	26,1	11,6
N. Dupont-Aignan	1	2,4	1,8	1,7	2,2	1,6	2,9	2,1
M. Le Pen	16,9	17,7	9,6	13,2	21	25,5	19,5	26,8
Abstentionnistes potentiels	51,5	39,6	34,3	38,1	39	41,7	28,8	41,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: Parmi 100 ouvriers, 41,7% ne prennent pas part au vote. Parmi les 58,3% de participants, 44% d'entre eux votent Front national (soit 25,5% parmi les inscrits), 16% Macron (soit 9,6% parmi les inscrits), etc.

Selon la même logique arithmétique, le vote des employés se répartit entre l'abstention (39%), Marine Le Pen (21%), Emmanuel Macron (13%) et Benoît Hamon (8,5%). Ici, on comprend mieux le désalignement d'un vote de classe tant les gauches ne parviennent plus à agréger le vote des classes populaires. Le phénomène n'est pas nouveau mais il s'amplifie : en 2002, 43% des ouvriers et 39% des employés votaient à gauche.

À droite, les transformations sont également à l'œuvre. Alors que les cadres, professions indépendantes et même les agriculteurs constituaient le cœur de l'électorat de droite, ces catégories sociales ne sont plus aussi dominantes. Par exemple, parmi 100 cadres certains d'aller voter, 32% d'entre eux déclarent voter Emmanuel Macron, 19% François Fillon, 18% Benoît Hamon et 15% Marine Le Pen. En dépit d'un niveau élevé d'abstention (51%), un tiers des agriculteurs semblent être séduits par la candidate frontiste et seuls 20% choisissent François Fillon. Finalement, c'est parmi les retraités que le candidat Les Républicains réalise ses meilleurs scores : ils sont 28% à le soutenir. Chez les cadres et professions indépendantes, qui combinent des attributs de richesses patrimoniales et d'attitudes économiques plus libérales, la droite de François Fillon ne parvient à rassembler que respectivement 19% et 22% de chaque catégorie. D'autres formes de concurrence électorale menacent désormais le vote de droite : 32% des cadres voteraient Emmanuel Macron et 29% des professions indépendantes choisiraient Marine Le Pen.

II - Le vote des retraités

La prise en compte des retraités comme catégorie socioprofessionnelle à part entière est sujette à contestation, à la fois dans la définition même d'une catégorie socioprofessionnelle mais aussi plus sociologiquement par le fait que les retraités ne constituent pas une classe homogène susceptible de défendre les mêmes orientations politiques. La vie d'un retraité ouvrier ne peut être comparée à celle d'un retraité médecin. Pour aller plus loin dans l'analyse, nous avons donc étudié le comportement des retraités selon leur profession d'origine, regroupée en six catégories (à l'instar de la nomenclature INSEE du tableau 1). À défaut d'une analyse plus fine par profession⁹⁷, il ressort du tableau 3 des différences importantes entre actifs et retraités.

En termes de participation, avec un score moyen de potentiel de participation de 71%, les retraités se singularisent par un sens du devoir civique plus fort que la moyenne (64%). Les retraités ayant exercé une profession indépendante (artisans, commerçants et chefs d'entreprise) se déclarent plus nombreux à vouloir prendre part à l'élection présidentielle (74,6% de participation) que les actifs de la même catégorie (60,4%). Pour les autres professions, l'écart de participation se situe en moyenne autour de 10 points de pourcentage supplémentaires pour les retraités (seuls les agriculteurs retraités et actifs affichent des taux de participation semblables autour de 50%).

⁹⁷ Les effectifs de l'échantillon ne nous permettraient que des comparaisons entre des professions attirant un grand nombre de Français (comme les enseignants, les médecins, etc).

Tableau 3 : Intentions de vote des retraités à l'élection présidentielle 2017 (en %)
Source : ENEF, CEVIPOF, Vagues 1 et 11.

	Agriculteurs exploitants	Prof. Indépendantes	Cadres et prof. intellectuelles supérieures	Prof. Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Moyenne Retraités
Certains d'aller voter	51,8	74,6	75,3	71,1	70,2	66,7	71,2
N. Arthaud	0	0,4	0,3	0	0,3	1,6	0,3
P. Poutou	0	0	0,5	0,3	0,1	1,4	0,3
J.-L. Mélenchon	0	5,7	8,5	11	10,3	8,9	9,7
B. Hamon	4,2	7,6	10,1	14,6	13,4	10,7	12,6
E. Macron	16,9	17,1	24,6	21,6	19,6	15,2	20,7
F. Fillon	48,3	40,6	35	23,4	23,1	15,8	26,1
N. Dupont-Aignan	7,9	4,7	2,4	3,1	2,8	1,4	2,9
M. Le Pen	6,5	17,3	11,7	16,3	22,6	39	19,5
Abstentionnistes potentiels	48,2	25,4	24,8	28,9	29,8	33,3	28,8
Total	100	100	100	100	100	100	100

En termes de vote, le candidat François Fillon s'illustre par une sociologie de son électorat fortement asymétrique entre actifs et retraités puisque les retraités de toutes les catégories socioprofessionnelles sans exception apportent un soutien plus massif au candidat de la droite que les actifs des mêmes catégories. Il en va de même pour Emmanuel Macron mais dans des proportions beaucoup plus limitées : les employés et agriculteurs retraités expriment une intention de vote de 7 points supérieure aux actifs des mêmes catégories respectives. Pour Marine Le Pen, peu de différences sont observables parmi le vote des retraités, à l'exception des anciens ouvriers qui soutiennent à 39% la candidate frontiste contre 25,5% pour les ouvriers actifs (parmi ceux certains d'aller voter). À l'inverse, elle se démarque par un soutien plus grand parmi les agriculteurs actifs (16,9%) que leurs aînés retraités (6,5%).

III - La structure des électorats

La structure de l'électorat de chaque candidat offre un regard différent de la sociologie électorale puisqu'il s'agit d'analyser comment se compose la structure socioprofessionnelle de l'électorat de chaque candidat.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la catégorie des retraités est dominante : 52% des électeurs de François Fillon, 33% des électeurs d'Emmanuel Macron, 30% de ceux de Jean-Luc Mélenchon. Avec plus de 13 millions de retraités en France (soit un électeur sur trois), il n'est pas étonnant que chaque candidat cherche à séduire ce corps électoral. Toutefois, cette catégorie socioprofessionnelle est loin d'être homogène au point de partager des enjeux communs de classe sociale.

Ensuite, la structure socioprofessionnelle de l'électorat de Benoît Hamon et de celui d'Emmanuel Macron est relativement poreuse puisque ces derniers attirent plus ou moins le même pourcentage de cadres, de professions intermédiaires, d'employés et de retraités. À l'inverse, l'électorat de la candidate du FN se démarque par plus d'un tiers d'électeurs appartenant aux classes populaires (21% d'employés et 16% d'ouvriers) contre 15% pour François Fillon et 21% pour Emmanuel Macron.

Tableau 4 : Structure socioprofessionnelle des électorats à l'élection présidentielle 2017 (en %)
Source : ENEF, CEVIPOF, Vagues 1 et 11.

	Agriculteurs exploitants	Prof. Indépendantes	Cadres et prof. intellectuelles supérieures	Prof. Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres Inactifs	Total
N. Arthaud	0	10,4	6,1	22,6	20,2	1,8	18,6	20,3	100
P. Poutou	0	4,8	7,4	23,5	24,1	13,2	19,8	7,3	100
J.-L. Mélenchon	0,2	2,1	8,7	19,2	15,7	11,0	29,7	13,6	100
B. Hamon	1,1	2,4	13,2	17,3	15,6	7,6	28,5	14,3	100
E. Macron	0,8	2,9	14,7	15,8	14,7	6,7	32,7	11,6	100
F. Fillon	1	3,9	10,7	9,1	10,3	4,7	52,0	8,3	100
N. Dupont-Aignan	0,6	4,3	9,8	13,3	19,4	8,8	34,6	9,2	100
M. Le Pen	1,2	3,6	5,9	11,7	21,2	15,7	27,2	13,5	100
Abst potentiels	1,8	3,9	10,1	15,8	18,2	12,2	22,8	15,2	100
Total	1,2	3,4	10,2	14,8	16,8	10,3	30,1	13,2	100

Note : Parmi 100 électeurs de Benoît Hamon, 28,5% sont des retraités, 7,6% des ouvriers, etc.

La compétition engagée pour la qualification au second tour de l'élection présidentielle entre Marine Le Pen, Emmanuel Macron et François Fillon rappelle ici combien la conquête d'électeurs selon leur position socioprofessionnelle s'est transformée au cours des vingt dernières années en France pour rendre le vote de classe moins opérationnel que par le passé⁹⁸. Si le vote des ouvriers illustre combien la gauche a perdu un capital électoral auprès de cette catégorie, ce n'est pas seulement en raison d'une aversion du monde ouvrier vers les représentants des partis de gauche mais aussi en raison d'un désalignement du contenu programmatique de certains partis (dont le Front national) vers cet électorat.

Malgré ses vertus indéniables pour comprendre les dynamiques électorales, le vote de classe reste éclaté en 2017. Dans un système politique de moins en moins bipartisan, l'ancrage électoral des catégories socioprofessionnelles dépasse le seul clivage gauche-droite et souligne une attirance de plus en plus marquée vers des candidats qui prétendent s'affranchir de cette opposition historique.

⁹⁸ Lors de l'élection présidentielle de 1988, 63 % des ouvriers et 52% des employés votaient pour la gauche (Mayer, 2007).

Bibliographie et références documentaires

BRACONNIER (Céline et Al.) 2016. « Sociologie de la mal-inscription et de ses conséquences sur la participation électorale », *Revue française de sociologie* 57(1), p. 17-44.

EVANS (G.), 1999. *The end of class politics? Class voting in comparative context*, Oxford, Oxford University Press, Oxford.

JANSEN (G.), EVANS (G.), DIRK DE GRAAF (N.). 2013. « Class voting and Left–Right party positions: A comparative study of 15 Western democracies, 1960–2005 », *Social Science Research* 42(2), p. 376-400.

LAZARFELD (P. F.), BERELSON (B.), GAUDET (H.). 1944. *The People's Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press.

LIPSET (S.M.), 1991. « No third way: a comparative perspective on the left », Chirot, D. (Ed.), *The Crisis of Leninism and the Decline of the Left*. University of Washington Press, Seattle, p. 183-232.

MAYER (Nonna), 2007. « Que reste-t-il du vote de classe ? », Pascal Perrineau et Luc Rouban, *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 287-310.

L'auteur

Martial Foucault
Professeur à Sciences Po
Directeur du CEVIPOF
martial.foucault@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer ce document :

FOUCAULT (Martial), « Un vote de classe éclaté », *Note ENEF 32, Sciences Po CEVIPOF*, mars 2017, p.7.

URL : <https://www.enef.fr/les-notes/>

DOI-ISSN-e

© CEVIPOF, 2017 Martial Foucault